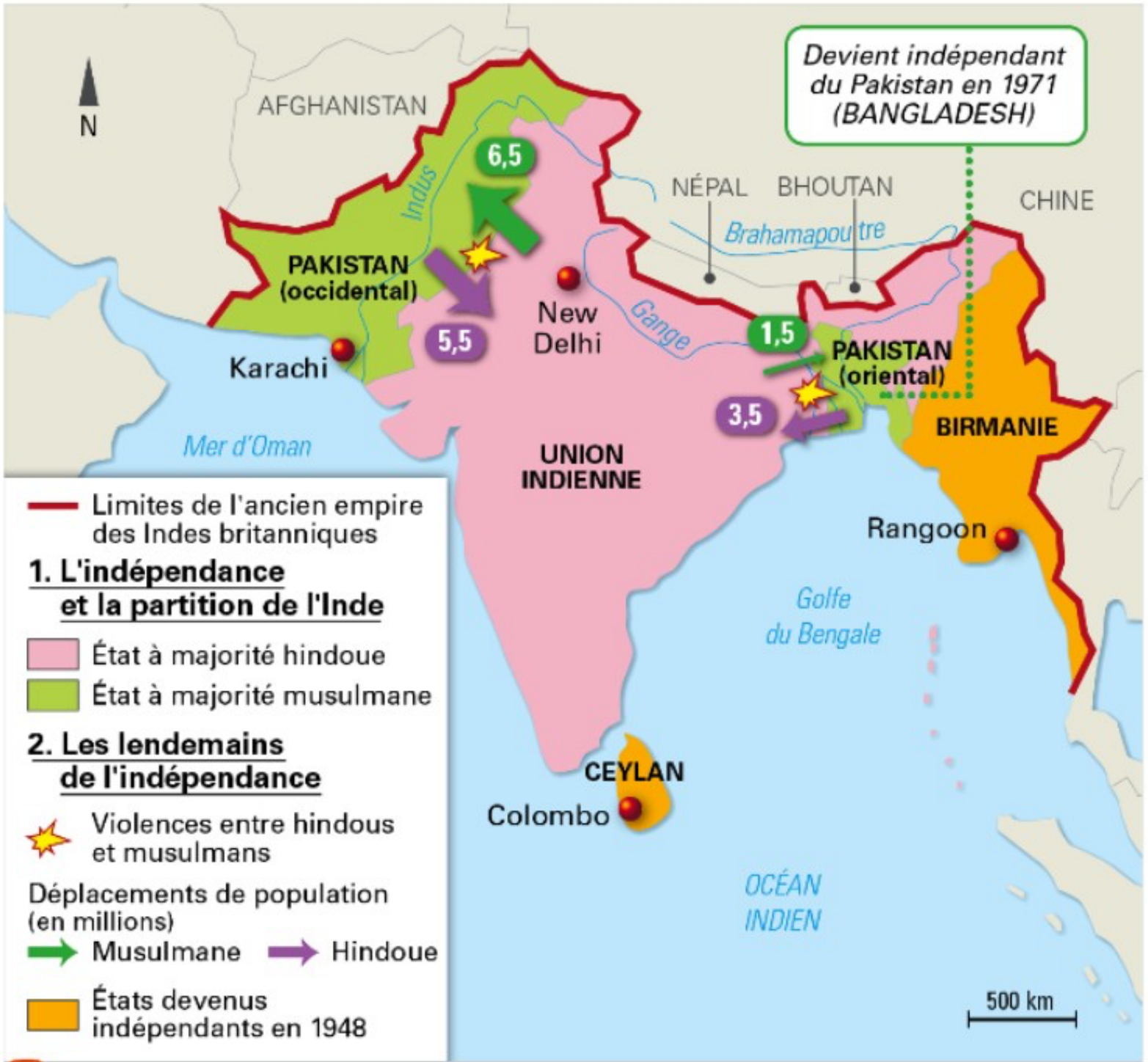
IV. ETAT ET RELIGIONS EN INDE

<u>Mini-intro :</u>

. L'Union indienne est une jeune démocratie issue de la partition de l'Empire des Indes britanniques le 15 août 1947.

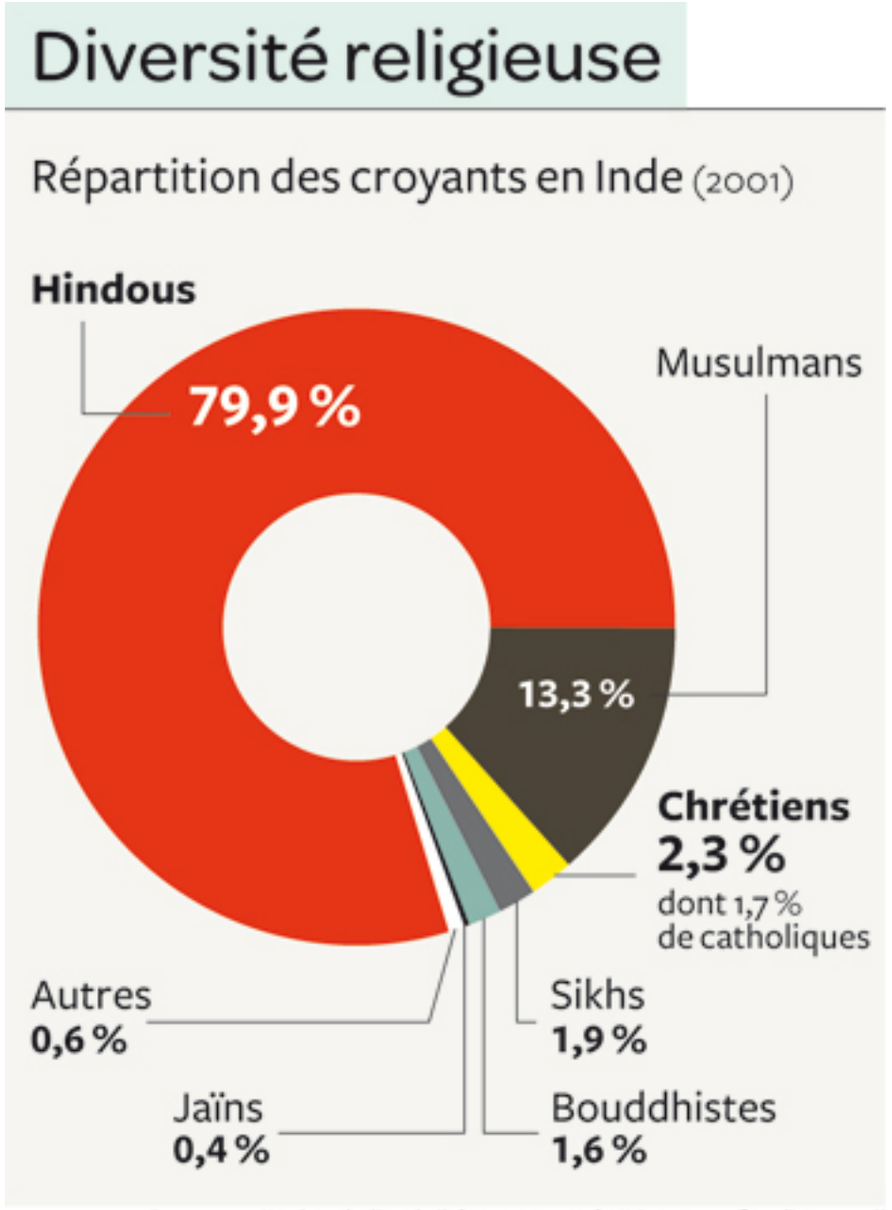


5 La partition de l'Inde

Comment le projet de Gandhi d'une Inde multiconfessionnelle est-il au coeur du « sécularisme » proclamé de l'Etat ? Comment ce sécularisme implique-t-il un débat politique constant en Inde ?

Ce sécularisme a-t-il permis de protéger les minorités ?

Comment les tensions religieuses au coeur de la partition des Indes en 1947 sont-elles encore au coeur des relations entre l'Inde et le Pakistan ?



1. En quoi consiste le « sécularisme » de l'état indien et pourquoi est-il un enjeu politique ?

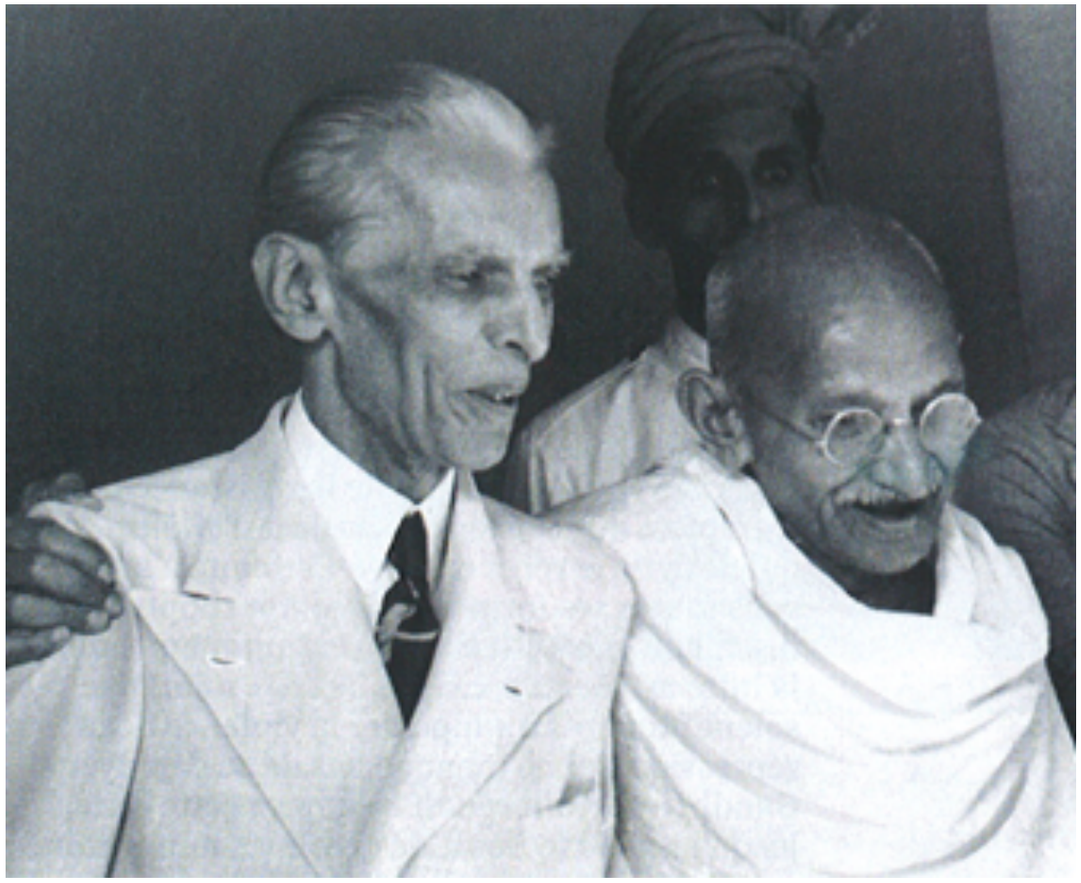
22) **Document 1 p 300 et document 5 du polycopié**. Du point de vue du lien juridique entre l'Etat et les religions, la constitution indienne rappellerait quelle société déjà étudiée ? Quelle est cependant la profonde originalité du « sécularisme » proclamé de l'état indien et comment l'expliquer ?

> La constitution indienne de 1950 ne mentionne pas le terme de « sécularisme » mais la structure formelle de l'État définie par ce document comprend toutes les caractéristiques d'un État sécullariste. L'Inde ne reconnaît aucune religion d'État. Aucune institution éducative financée intégralement par l'État ne doit dispenser d'éducation religieuse. […] Toutes les lois pénales sont sécularistes. Une seule anomalie majeure persiste : une partie des lois civiles qui traitent de la famille, du mariage et de l'héritage relèvent de la religion. La liberté religieuse est garantie, ainsi que la liberté d'abjurer toute religion. Personne n'est obligé de payer des impôts dont les recettes sont spécifiquement affectées à la promotion ou au maintien d'une quelconque religion ou confession. […] L'Etat a le devoir de s'abstenir de toute discrimination envers ses citoyens sur la base de leur religion, leur race, leur caste, leur genre ou leur lieu de naissance. En 1976, le terme de « sécularisme » a été formellement introduit dans la Constitution et l'Inde a été déclarée une république sécullariste.
>
> **Rajeev Bhargava, « Le sécularisme, ou la version indienne de la laïcité », *Mouvement des idées et des luttes*, 31 mars 2014.**

. Le « sécularisme » proclamé de l'Etat indien est un modèle de laïcité originale qui associe la neutralité de l'Etat fédéral à une reconnaissance des minorités religieuses.

En 2016, des femmes musulmanes manifestent contre un arrêt de la cour suprême indienne interdisant la répudiation traditionnelle

. Plusieurs principes, largement liés à l'idéologie de Gandhi, expliquent le « sécularisme » indien.



Jusqu'au bout, Gandhi a cherché un compromis avec les musulmans pour éviter une partition des Indes (ici avec Jinnah, leader de la ligue musulmane, militant pour la création d'un Etat musulman).

23) **<u>Document 6 du polycopié</u>**. Quels sont les débats politiques (en dissocier au moins deux) suscités par le sécularisme en Inde depuis l'Indépendance ?

Document 6 : Aux origines du sécularisme indien

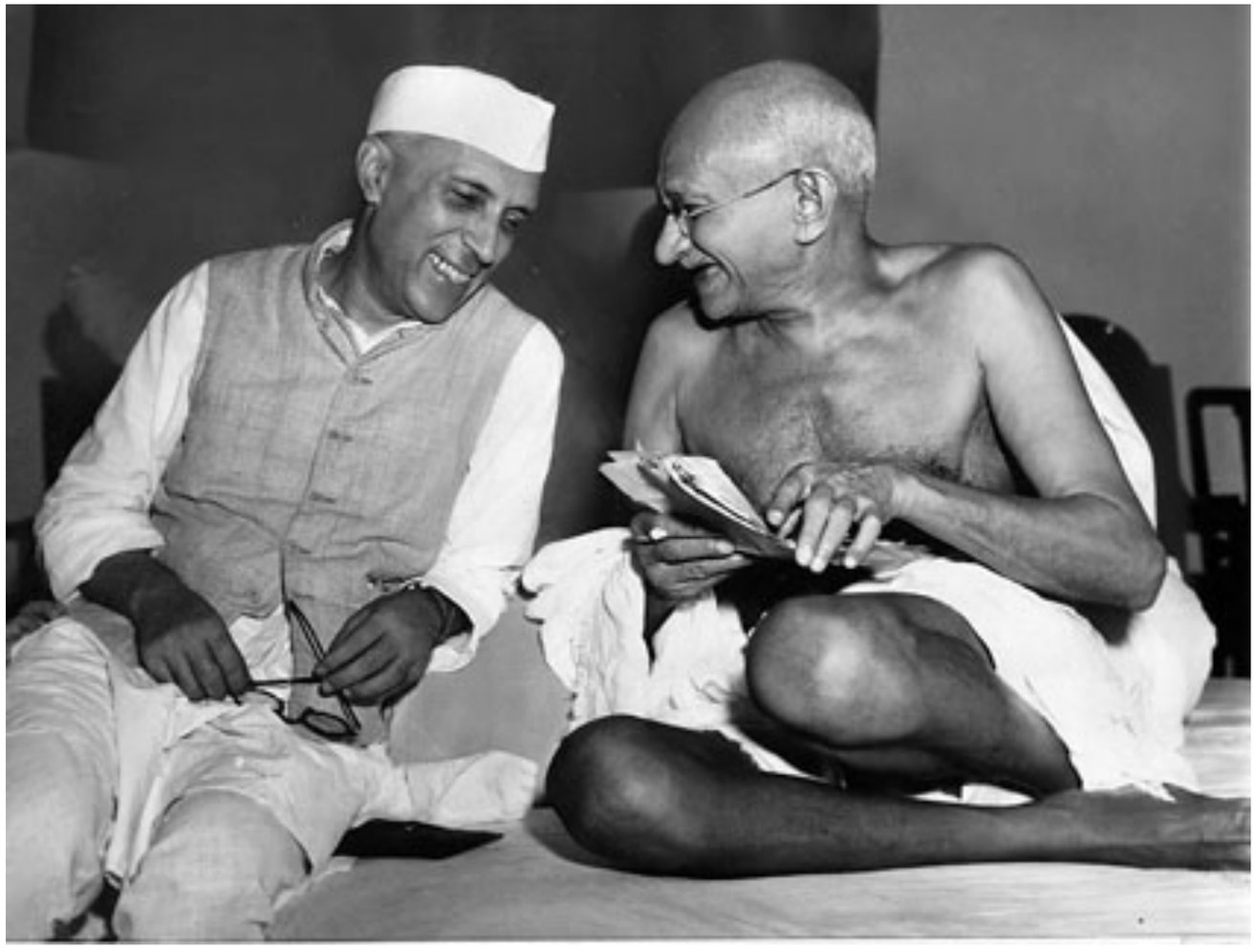
Le sécularisme indien s'inscrit dans une longue tradition de multiculturalisme et de tolérance religieuse qui commence avec l'empereur bouddhiste Ashoka, qui a régné au IIIe siècle avant notre ère. Cette tradition permettant aux peuples très divers de cohabiter sans heurts a été perpétuée par les souverains qui ont gouverné l'Inde ensuite, notamment les Moghols[1] et les Britanniques. Cela dit, le passé seul ne suffit pas, car sans des hommes comme Gandhi et Nehru[2] pour traduire ce passé en termes politiques et institutionnels, il n'y aurait pas de sécularisme à l'indienne aujourd'hui. Cette construction n'allait pas de soi car les traditionalistes hindous étaient vivement opposés à un modèle social, basé sur la laïcité et l'égalité entre la majorité et les minorités confessionnelles. Gandhi et Nehru ont dû se battre pour imposer leur vision d'une Inde moderne et multiconfessionnelle. D'ailleurs, le duo n'avait pas, eux non plus, la même conception du sécularisme. Alors que Gandhi se battait pour la reconnaissance du religieux sur un mode collectif dans l'Inde nouvelle, pour Nehru, l'appartenance religieuse devait finir par passer au second plan, sinon s'effacer derrière des identités individuelles.

Christophe Jaffrelot, « Le sécularisme a été un formidable facteur de cohésion sociale », entretien, RFI, 13 avril 2012.

1. Nom donné aux empires musulmans ayant dominé une grande partie de l'Inde entre les XVIe et XIXe siècles.
2. Jawaharlal Nehru (1889-1964), né dans une famille brahmane du Cachemire, joue un rôle clé dans la lutte pour l'indépendance. Il devient Premier ministre de l'Inde de 1947 à 1964, date de son décès.

Christophe Jaffrelot est politiste, spécialiste de l'Asie du Sud, en particulier de l'Inde contemporaine.

. Depuis l’indépendance, le sécularisme suscite un débat politique autour de deux questions essentielles.



Si Gandhi et Nehru ont lutter cote à cote pour l’indépendance, ils n’ont pas tout à fait la même vision de la relation entre Etat et religion.

. Depuis les années 1980, on assiste à l'affirmation politique d'un mouvement nationaliste hindouiste puissant.

B J P

- Elu en 2014 et réélu en 2019, Narendra Modi a été élu sur un programme qui rejette le sécularisme de l'Etat

2. Le « sécularisme » de l'Etat indien protège-t-il les minorités religieuses ?

24) **Document 7 du polycopié**. Nommez et définir l'idéologie du BJP, en quoi s'oppose-t-elle frontalement au sécularisme de la constitution. Citez trois mesures évoquées par le texte qui ont fragilisé ou marginalisé la situation des musulmans. D'après le texte et vos connaissances du 1, quelles acteurs peuvent s'opposer à ces atteintes au sécularisme.

Document 7 : Narendra Modi et Amit Shah, duo pyromane à la tête de l'Inde

La politique contre les musulmans menée par le premier ministre et son bras droit se heurte à une fronde.

Par Sophie Landrin Publié le 17 janvier 2020 à 11h41

Ses adversaires y ont vu l'ombre du puissant ministre de l'intérieur, Amit Shah, lorsque le 5 janvier l'université Jawaharlal-Nehru (JNU) fut le théâtre d'affrontements particulièrement violents. Des individus masqués, probablement membres d'un syndicat nationaliste hindou dont il fut l'un des responsables dans le passé, ont brutalement pénétré dans l'université du sud de New Delhi et attaqué pendant trois heures étudiants et professeurs, à coups de pierres et de massues. Le bilan s'est élevé à une trentaine de blessés graves, dont la présidente du principal syndicat de l'université, Aishe Ghosh, en lutte contre une augmentation massive des frais de logement et de scolarité. A l'extérieur, la police est restée inerte.

L'opération, qui a suscité une vague d'indignation, aurait permis de détourner l'attention des médias des manifestations monstres qui secouent le pays depuis plus d'un mois contre la réforme de la nationalité, le Citizenship Amendment Act. Cinq jours après les incidents de la JNU, le 10 janvier, Amit Shah notifiait, sans bruit, l'entrée en vigueur de cette loi. Depuis cette date, les réfugiés hindous, sikhs, jaïns, bouddhistes, chrétiens, parsis, originaires d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh peuvent demander leur régularisation, à l'exception des musulmans, exclus du dispositif. Et personne ne sait ce qu'ils vont devenir. L'application de la réforme constitue une cinglante réponse à ceux qui pensaient que les manifestations feraient plier le gouvernement.

Rien n'arrête Amit Shah, ni ses adversaires politiques, ni la rue, ni les investigations judiciaires menées contre lui. Peu connu à l'étranger, voyageant rarement, l'homme est omniprésent en Inde, au Parlement, sur les estrades, dans les médias. Ami, confident, compagnon de route du premier ministre, et successeur potentiel, le ministre de l'intérieur a pris un tel poids dans la politique indienne que les médias ne parlent plus que du *« gouvernement Modi-Shah ».*

L'un et l'autre ont été formés dans leur jeunesse au Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), l'Association des volontaires nationaux, une organisation ultranationaliste créée en 1925 à Nagpur et dont la devise est l'hindutva, « une Inde hindoue ». Le RSS, qui prône une idéologie résolument antimusulmane, compte près de 3 millions de membres, dispose de nombreuses branches dans tout le pays, syndicats, associations, groupes de réflexion, et d'un bras politique, le BJP, le parti au pouvoir. Modi et Shah se sont rencontrés au RSS en 1982 à Ahmedabad, avant d'intégrer le BJP (…)

En 2014, lorsqu'il conquiert le pouvoir et devient premier ministre, il place son fidèle lieutenant à la tête du BJP. M. Shah s'efforce de moderniser le parti, le déploie sur tous les réseaux sociaux, constitue une armée de trolls chargée de disqualifier tout adversaire, politique ou médiatique. Il élargit la base militante et fait du BJP la formation des hautes castes, un parti de masse, doté de moyens financiers considérables.

Amit Shah assure la réélection triomphale de Narendra Modi en mai 2019, malgré un mauvais bilan économique, avec une croissance au ralenti et un taux de chômage record. Les deux protagonistes de la campagne ont usé d'un registre particulièrement efficace dans une Inde toujours marquée par la partition : la menace sécuritaire en provenance du Pakistan et le sentiment antimusulman.

Modi entame son deuxième mandat en nommant le patron du BJP ministre de l'intérieur en mai 2019. Numéro trois du gouvernement, derrière le premier ministre et le ministre de la défense, Amit Shah s'impose immédiatement comme l'homme fort de l'exécutif. En août, il supervise le coup de force au Cachemire, la seule région indienne à majorité musulmane, envoie des milliers de soldats, ordonne aux touristes de quitter la région, arrête les chefs de file politiques régionaux et confine la population pour éviter toute rébellion.

En décembre, il porte de bout en bout la réforme de la loi sur la nationalité, qui vise essentiellement à exclure les réfugiés musulmans d'un processus de régularisation. La loi rompt avec le principe de laïcité et d'égalité inscrit dans la Constitution. Pour la première fois, en Inde, la nationalité est accordée sur des critères religieux.

Le deuxième mandat de Narendra Modi signe l'accélération de la mise en place de l'hindutva. Le ministre de l'intérieur, qui a promis de chasser hors du pays les *« infiltrés »* illégaux qui vivent, dit-il, *« comme des termites dans le sol »* indien, a également l'intention de mettre en place un registre national citoyen afin d'identifier les musulmans. Amit Shah n'avance pas masqué, il applique à la lettre le programme du BJP. En février 2019, en pleine campagne pour les législatives, il avait prévenu qu'un gouvernement nationaliste *« cueillera*[it] *les infiltrés les uns après les autres et les jettera*[it] *dans le golfe du Bengale ».*

Sophie Landrin(New Delhi, correspondante)

Document 7 : Narendra Modi et Amit Shah, duo pyromane à la tête de l'Inde

La politique contre les musulmans menée par le premier ministre et son bras droit se heurte à une fronde.

Par Sophie Landrin Publié le 17 janvier 2020 à 11h41

Ses adversaires y ont vu l'ombre du puissant ministre de l'intérieur, Amit Shah, lorsque le 5 janvier l'université Jawaharlal-Nehru (JNU) fut le théâtre d'affrontements particulièrement violents. Des individus masqués, probablement membres d'un syndicat nationaliste hindou dont il fut l'un des responsables dans le passé, ont brutalement pénétré dans l'université du sud de New Delhi et attaqué pendant trois heures étudiants et professeurs, à coups de pierres et de massues. Le bilan s'est élevé à une trentaine de blessés graves, dont la présidente du principal syndicat de l'université, Aishe Ghosh, en lutte contre une augmentation massive des frais de logement et de scolarité. A l'extérieur, la police est restée inerte.

L'opération, qui a suscité une vague d'indignation, aurait permis de détourner l'attention des médias des manifestations monstres qui secouent le pays depuis plus d'un mois contre la réforme de la nationalité, le Citizenship Amendment Act. Cinq jours après les incidents de la JNU, le 10 janvier, Amit Shah notifiait, sans bruit, l'entrée en vigueur de cette loi. Depuis cette date, les réfugiés hindous, sikhs, jaïns, bouddhistes, chrétiens, parsis, originaires d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh peuvent demander leur régularisation, à l'exception des musulmans, exclus du dispositif. Et personne ne sait ce qu'ils vont devenir. L'application de la réforme constitue une cinglante réponse à ceux qui pensaient que les manifestations feraient plier le gouvernement.

Rien n'arrête Amit Shah, ni ses adversaires politiques, ni la rue, ni les investigations judiciaires menées contre lui. Peu connu à l'étranger, voyageant rarement, l'homme est omniprésent en Inde, au Parlement, sur les estrades, dans les médias. Ami, confident, compagnon de route du premier ministre, et successeur potentiel, le ministre de l'intérieur a pris un tel poids dans la politique indienne que les médias ne parlent plus que du *« gouvernement Modi-Shah ».*

L'un et l'autre ont été formés dans leur jeunesse au Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), l'Association des volontaires nationaux, une organisation ultranationaliste créée en 1925 à Nagpur et dont la devise est l'hindutva, « une Inde hindoue ». Le RSS, qui prône une idéologie résolument antimusulmane, compte près de 3 millions de membres, dispose de nombreuses branches dans tout le pays, syndicats, associations, groupes de réflexion, et d'un bras politique, le BJP, le parti au pouvoir. Modi et Shah se sont rencontrés au RSS en 1982 à Ahmedabad, avant d'intégrer le BJP (…)

En 2014, lorsqu'il conquiert le pouvoir et devient premier ministre, il place son fidèle lieutenant à la tête du BJP. M. Shah s'efforce de moderniser le parti, le déploie sur tous les réseaux sociaux, constitue une armée de trolls chargée de disqualifier tout adversaire, politique ou médiatique. Il élargit la base militante et fait du BJP la formation des hautes castes, un parti de masse, doté de moyens financiers considérables.

Amit Shah assure la réélection triomphale de Narendra Modi en mai 2019, malgré un mauvais bilan économique, avec une croissance au ralenti et un taux de chômage record. Les deux protagonistes de la campagne ont usé d'un registre particulièrement efficace dans une Inde toujours marquée par la partition : la menace sécuritaire en provenance du Pakistan et le sentiment antimusulman.

Modi entame son deuxième mandat en nommant le patron du BJP ministre de l'intérieur en mai 2019. Numéro trois du gouvernement, derrière le premier ministre et le ministre de la défense, Amit Shah s'impose immédiatement comme l'homme fort de l'exécutif. En août, il supervise le coup de force au Cachemire, la seule région indienne à majorité musulmane, envoie des milliers de soldats, ordonne aux touristes de quitter la région, arrête les chefs de file politiques régionaux et confine la population pour éviter toute rébellion.

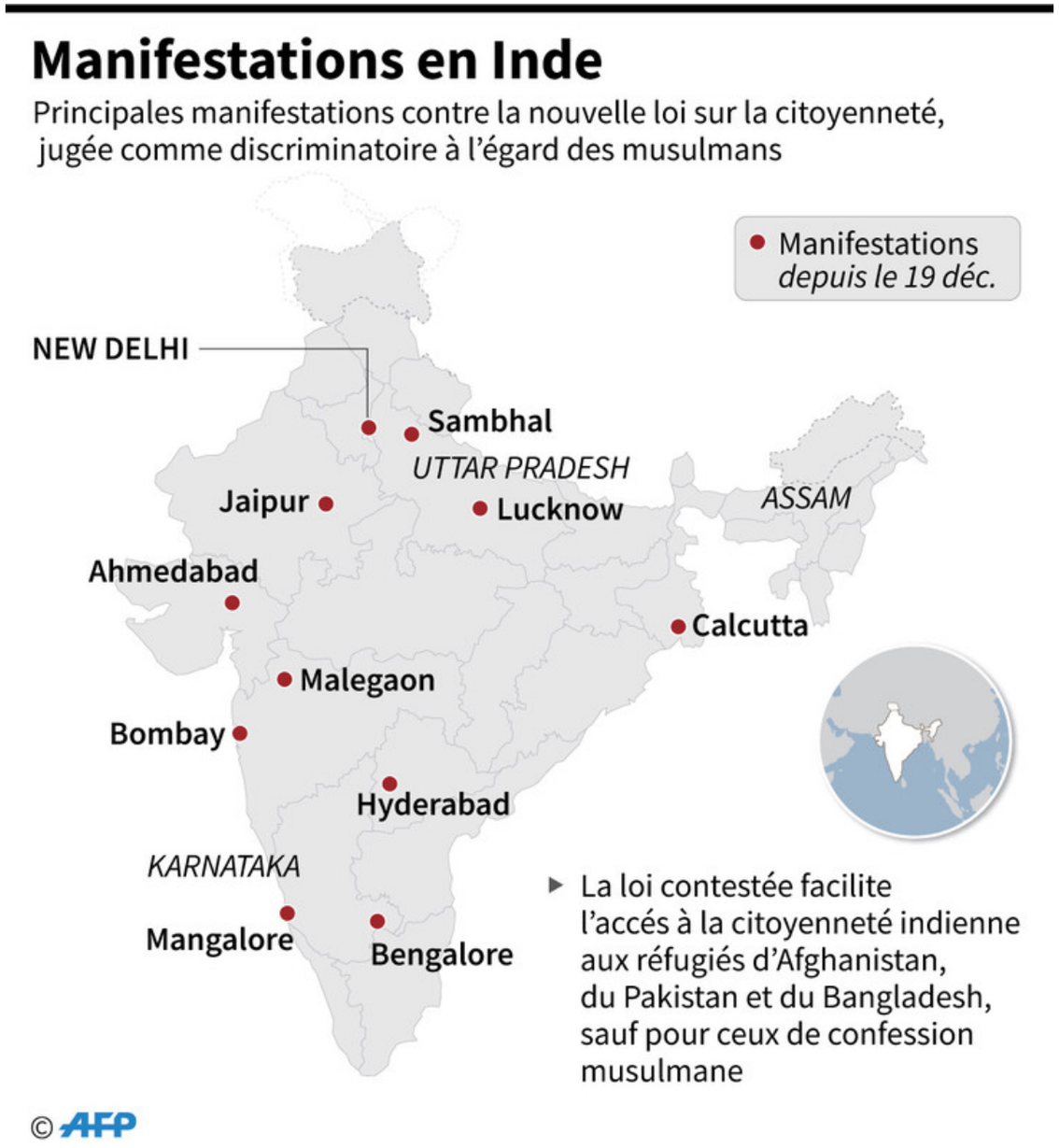
En décembre, il porte de bout en bout la réforme de la loi sur la nationalité, qui vise essentiellement à exclure les réfugiés musulmans d'un processus de régularisation. La loi rompt avec le principe de laïcité et d'égalité inscrit dans la Constitution. Pour la première fois, en Inde, la nationalité est accordée sur des critères religieux.

Le deuxième mandat de Narendra Modi signe l'accélération de la mise en place de l'hindutva. Le ministre de l'intérieur, qui a promis de chasser hors du pays les *« infiltrés »* illégaux qui vivent, dit-il, *« comme des termites dans le sol »* indien, a également l'intention de mettre en place un registre national citoyen afin d'identifier les musulmans. Amit Shah n'avance pas masqué, il applique à la lettre le programme du BJP. En février 2019, en pleine campagne pour les législatives, il avait prévenu qu'un gouvernement nationaliste *« cueillera*[it] *les infiltrés les uns après les autres et les jettera*[it] *dans le golfe du Bengale ».*

Sophie Landrin(New Delhi, correspondante)

. Au pouvoir depuis 2014, le BJP rejette le sécularisme et marginalise les minorités religieuses, en particulier les musulmans.

. La politique du BJP se heurte cependant au cadre de la constitution et à l'hostilité d'une partie de la société.



Fin 2019, des manifestions se sont multipliées en Inde face à la politique de discrimination des musulmans du gouvernement

. L’Inde est à un moment crucial de son histoire depuis 1947, elle doit choisir entre le maintien du « sécularisme » de l’Etat ou la révolution de l’hindouité promue par le BJP.